

DÉBIT INTERNET

L'auto-satisfecit d'Algérie Télécom

Le débit d'internet s'est nettement «amélioré», selon le directeur général du groupe Algérie Télécom, M'Hamed Dabouz. Hier, au Forum d'El Moudjahid, le responsable de l'opérateur historique a affirmé que tous les indicateurs démontrent l'amélioration du débit, en évoquant notamment la multiplication par deux de la capacité de la bande passante, de 20 gigabits en 2009 à 46,5 gigabits en 2010.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Pour cette année, le DG d'Algérie Télécom prévoit d'atteindre 100 gigas. Une amélioration qui sera confortée par la réalisation de la troisième liaison Oran-Valence, même si la question se pose quant à son coût élevé. Et dans la mesure où l'opérateur poursuit la mise

à niveau de ses réseaux et infrastructures de réseaux, et notamment les fibres optiques dont plus de 50 00 km ont été posés l'année dernière et 500 000 nouveaux accès MSAN installés dans 14 wilayas en 2011.

Ainsi, Algérie Télécom enregistre, à la fin 2010, selon M. Dabouz, près de

830 000 abonnés haut débit sur l'ADSL, près de 10 000 sur l'EVDO et le Wimax (réservés aux professionnels), 300 abonnés sur le FTTH pour l'offre triple-play (voix, données et télévision) et la hausse des revenus d'internet de près de 50%. M'Hamed Dabouz a également relevé l'introduction de l'offre ADSL avec Wifi pour le partage domestique des connexions et le déploiement de l'accès à internet dans les espaces communautaires. Selon le DG d'AT, ce sont près de 5 millions d'internautes que le pays compte, l'accès au haut et très haut débit se développe. A ce propos, l'opérateur dispose de 1 800 000 accès haut débit installés dans les réseaux, grâce au choix des nouveaux accès de type MSAN, récemment mis en service et commercialisés sous la marque Anis Plus ou Anis Pro.

Et en notant qu'AT compte près de 3,1 millions d'abonnés réseau fixe. En fait, «il y a beaucoup moins de coupures ou de congestion dans l'accès à l'internet même si nous devons encore améliorer les services», relève-t-il. Voire, l'internet est «le moins



Photo : Samir Sid

L'Algérie compte 5 millions d'internautes.

cher» en Algérie qu'ailleurs, qui a affirmé, par ailleurs, contrôle pas internet. relève l'hôte d'El Moudjahid qu'Algérie Télécom ne

C. B.

À PROPOS DES CRÉANCES 400 millions de dinars recouvrés auprès des particuliers

Un montant de 400 millions de dinars de créances auprès des particuliers a été recouvré, dans un délai de quatre mois, selon le DG d'Algérie Télécom, satisfait du taux de recouvrement. Pour autant, l'opérateur historique mise sur l'offre Sahli, jugée suffisamment attractive pour permettre aux usagers de s'acquitter de leurs dettes et qui sera prolongée jusqu'à juin 2011. Concernant les administrations, le règlement est en cours pour les créances anciennes. Quant aux entreprises, l'opérateur historique entend également améliorer l'intéressement à ses offres.

C. B.

COMMERCE EXTÉRIEUR ET INVESTISSEMENT ÉTRANGER

Le gouvernement maintient le cap

Le gouvernement maintient le cap en matière d'encadrement du commerce extérieur et de l'investissement étranger même si une réévaluation des facilités pour les PME est annoncée et que les investisseurs étrangers peuvent opter pour plusieurs partenaires algériens au lieu d'un seul.

Lundi soir, lors d'une émission de Canal Algérie, le ministre des Finances Karim Djoudi a confirmé, notamment face au président du Forum des chefs d'entreprises (FCE), Réda Hamiani, que le gouvernement n'entend pas revenir sur l'obligation du paiement des importations par le crédit documentaire.

Néanmoins, les facilités de caisse de 2 millions de dinars, au profit des PME de production, devraient connaître, selon M. Djoudi, une «réévaluation» prochaine. En outre, le ministre des Finances a indiqué qu'un texte relatif à la balance algérienne des devises a été récemment promulgué par la Banque d'Algérie et que des entreprises commencent déjà à appliquer la nouvelle réglementation.

De même, l'exécutif maintient le cap concernant la règle du 49/51 pour l'investissement étranger, même si M. Djoudi a indiqué que cette mesure venait d'être alléguée en autorisant

ces entreprises à choisir plusieurs partenaires algériens au lieu d'un seul.

Pour autant, le grand argentier du pays n'a pas répondu aux préoccupations des opérateurs nationaux, notamment le président du FCE inquiet sur l'avenir économique du pays à l'horizon 2030, déplorant le manque de stabilité juridique, le déficit de visibilité et la «sclérose» de l'administration, si ce n'est en promettant des réformes.

A ce propos, Karim Djoudi a laissé entendre que les administrations fiscale et douanière, dont l'audit externe par l'Inspection générale des finances donne des résultats mitigées, seront réformées.

Et que seules les garanties relatives au projet lui-même seront demandées aux investisseurs, relève-t-il en assurant que la dépénalisation de l'acte de gestion et la levée de l'état d'urgence sont des facteurs motivants. De même que le ministre des Finances a indiqué que

le Fonds national de l'investissement pourra prendre jusqu'à 34% du capital d'une entreprise privée créée. D'autre part, Karim Djoudi a indiqué que les entreprises publiques vont bénéficier d'un nouveau soutien financier pour «accentuer» la cadence des recrutements. Outre le rachat de dettes de 500 milliards de dinars, 200 milliards de dinars de crédits

soutenus par l'Etat et 80 milliards de dinars déjà inscrits, ces entreprises devraient bénéficier de 85 milliards de dinars pour le soutien à l'emploi et d'une centaine de milliards de dinars pour la solidarité nationale.

En outre, le ministre des Finances a appelé à réduire les «créances improductives» qui ont atteint 35% de l'ensemble des créances bancaires.

C. B.

EXPORTATION DE GAZ Mise en service du gazoduc Medgaz

Le gazoduc Medgaz, reliant l'Algérie (Béni Saf) à l'Espagne (Almeria), a été mis en gaz hier par le P-dg de Sonatrach, Noureddine Cherouati, et le président du conseil d'administration du consortium Medgaz, Pedro Miro. Cette opération, précédée d'une phase d'essai (novembre 2010-janvier 2011), concrétise l'arrivée du gaz à l'autre rive de la Méditerranée pour être exploité durant le premier trimestre 2011.

Long de quelque 1 050 km dont 550 km sur le territoire algérien et d'une profondeur de plus de 2 000 mètres sous la Méditerranée, le gazoduc dispose d'une capacité totale de 11,4 milliards m³ par an dont 8 milliards de mètres cubes destinés à l'exportation.

Le groupe algérien Sonatrach est majoritaire dans la société Medgaz avec 36% des actions. Iberdrola et Cepsa (Espagne) en détiennent 20% chacune, alors que Endesa (Espagne) et GDF-Suez (France) disposent de 12% chacune.

C. B./ APS

LITIGE ALGÉRIE TÉLÉCOM - EEPAD

Les options de règlement à l'étude

Les options de règlement du litige entre Algérie Télécom et le fournisseur d'accès privé Eepad (Etablissement d'enseignement professionnel à distance) sont à l'étude. Hier au Forum d'El Moudjahid, le DG d'AT a affirmé que ce litige est «purement commercial» et que son traitement se poursuit au niveau judiciaire. Si l'option de prise de participation d'AT dans le capital de l'Eepad a été abandonnée, d'autres options restent néanmoins à l'étude, dira M. Dabouz, relevant au passage que des ingénieurs et techniciens de l'Eepad ont rejoint l'opérateur historique. Evoquant la situation des fournisseurs d'accès dont 34 sont interdits d'activité, M'Hamed Dabouz a indiqué qu'Algérie Télécom discute avec une douzaine d'ISP qui opèrent sur ses réseaux, sur des formules de partenariat.

C. B.

GAZODUC AÏN GUEZZAM-AÏN TÉMOUCHENT

Une société américaine victime d'usurpation de qualité

La compagnie Bechtel International Corporation a publié plusieurs placards publicitaires dans la presse nationale afin d'alerter l'opinion publique sur ce qui semble être une escroquerie.

En effet, la société américaine spécialisée dans les équipements pétroliers dément formellement avoir passé, en date du 2 février 2010, un avis de presse dans un quotidien pour faire part à ses «partenaires» du lancement, à partir d'avril, «du projet gazoduc Aïn Guezzam - Aïn Temouchent». «La société Bechtel International Corporation informe l'ensemble de ses partenaires que le commencement du projet gazoduc de Aïn Guezzam - Aïn Temouchent s'effectuera à partir du mois d'avril et les avise que son siège social est situé à Bab Ezzouar à Alger», précise ce premier avis.

En fait, il s'avère que cette société ne possède pas de siège en Algérie. «C'est totalement faux, le siège social de Bechtel se situe aux Etats-Unis», précise un responsable du cabinet d'avocats algérien mandaté par Bechtel.

«Notre client nous a demandé de démentir l'information diffusée par voie de presse. Nous sommes face à un cas d'usurpation de qualité», indique notre interlocuteur. Notons par ailleurs qu'il nous a été impossible de confirmer si cette société avait bien remporté ce projet de gazoduc qui doit relier Aïn Guezzam - Aïn Temouchent.

Toutes nos tentatives auprès de la direction de la communication de la Sonatrach se sont avérées vaines.

Tarek Hafid